

AFFIDAVIT

Je soussigné, Karim Senhaji, ingénieur, exerçant ma profession au 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau à Québec (Québec) G1R 4J3, déclare solennellement ce qui suit :

1. De juin 2008 à mars 2013, j'ai occupé le poste d'ingénieur chef d'équipe à la Direction des infrastructures du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
2. À ce titre, je n'étais à aucun moment pendant cette période ni un haut fonctionnaire, ni un membre de la Direction ;
3. J'étais un fonctionnaire, assujetti à l'autorité de mes supérieurs ;
4. À aucun moment on ne m'a demandé, à titre d'ingénieur, de modifier une opinion ou une recommandation que j'avais émise et je ne l'ai d'ailleurs jamais fait ;
5. Je n'ai jamais non plus ordonné ni même demandé à qui que ce soit de modifier une opinion ou une recommandation afin de répondre à une demande des autorités et je n'ai jamais exercé quelque pression que ce soit sur qui que ce soit pour le faire ;
6. J'ai toujours agi, dans le cadre de mes fonctions, dans le constant souci d'assurer le respect des normes et procédures applicables ;
7. Certains des programmes de subventions dans le cadre desquels nous procédions à des analyses et émettions des recommandations comportaient la possibilité pour le ministre responsable de se prévaloir d'un pouvoir discrétionnaire afin de majorer le taux d'aide octroyé à un demandeur ;
8. Lorsque le ministre souhaitait se prévaloir de ce pouvoir, nous en étions informés et avions à préparer les documents administratifs afin de donner suite à cette décision ;
9. Il n'était aucunement question de changer une opinion professionnelle ou une recommandation émise par nous ;
10. Suivant les documents m'ayant été transmis par les procureurs de la Commission à la suite de ma demande de précisions, je comprends que les dossiers concernés par le préavis de conclusion défavorable sont les suivants :
 - Maria : Réfection de conduites de distribution d'eau potable – Rue des Geais, Rang 2 et chemin Francis-Cyr, PIQM dossier n° 555070 (165P-1817)
 - Les Îles-de-la-Madeleine : Réaménagement de la route 199 – Cap-aux-Meules/Fatima, PIQM dossier n° 555047 (165P-1818)
11. Au cours de l'été 2008, une aide financière a été accordée dans chacun de ces deux projets, à un taux d'aide accru, suivant la décision de la ministre Nathalie

Normandeau d'user de sa discrétion afin de bonifier le taux d'aide de base applicable à ces projets ;

12. La même situation s'est également produite pour le dossier suivant :
 - Gaspé : Réaménagement des routes 132 et 197 – Rivière-au-Renard, PIQM dossier n° 555026 (165P-1816)
13. Pour chacun de ces dossiers, l'ingénieur Simon Bélanger était le chargé de projet et l'ingénieur Yvan Dumont était le chef d'équipe ;
14. Ces dossiers ne relevaient pas de mon équipe de travail ni de moi ;
15. Malgré cela, j'ai dû agir dans le cadre des dossiers de Maria et des Îles-de-la-Madeleine, considérant que messieurs Yvan Dumont, ing. et Jean-Pierre Beaumont, ing. étaient absents pour leurs vacances estivales annuelles du 28 juillet au 24 août 2008 inclusivement, période pendant laquelle les documents concernant ces deux projets ont été signés ;
16. Dans ces deux dossiers, tout comme dans celui de Gaspé, une bonification discrétionnaire ministérielle a été accordée bien que durant une courte période, le paragraphe accordant cette discrétion à la ministre avait disparu du texte de la décision du Conseil du trésor ;
17. L'explication de la disparition de cette disposition apparaît à la demande au Conseil du Trésor (C.T. 206872), qui indique *« Cependant, lors de ce regroupement, un paragraphe a été retiré par inadvertance et il convient de le réintégrer. Il s'agit du paragraphe ayant le libellé suivant : « Exceptionnellement, la ministre pourra accorder une aide financière supérieure à 50% pour tenir compte de la capacité financière limitée d'une municipalité, sans excéder 80%. » »* ;
18. La demande présentée au Conseil du Trésor afin de rétablir la discrétion de la ministre a été signée par le sous-ministre le 3 juillet 2008 et par la ministre Normandeau le 7 juillet 2008 ;
19. J'ai été mis au fait de discussions auxquelles ont participé le directeur, le directeur général, le sous-ministre adjoint, le sous-ministre et la ministre, à savoir s'il était opportun de bloquer les projets soumis pendant la période d'attente de la décision du Conseil du Trésor ;
20. À la suite de ces discussions, compte tenu que c'est par erreur que la discrétion avait été retirée et que cette situation devait être réglée de manière imminente, les autorités du ministère ont décidé de ne pas mettre les projets en attente ;
21. Toutes les personnes formant la chaîne d'autorité qui mène jusqu'à la ministre étaient bien au fait de la disparition par inadvertance du paragraphe attribuant cette discrétion et étaient convaincues que le Conseil du Trésor donnerait suite à la demande, tel que l'a d'ailleurs affirmé monsieur Jacques A. Tremblay lors de son passage devant la Commission ;

22. Ainsi, c'est en toute connaissance de cause qu'elles ont décidé de donner suite à la décision de la ministre d'accorder une aide discrétionnaire pour les dossiers de Gaspé, de Maria et des Îles-de-la-Madeleine ;
23. J'étais toutefois au fait que les ingénieurs Simon Bélanger et son chef d'équipe, l'ingénieur Yvan Dumont, avaient manifesté leur désaccord dans le dossier de Gaspé, en raison de ce problème ;
24. C'est dans ces circonstances que les 13 et 14 août 2008, alors que l'autre chef d'équipe, l'ingénieur Yvan Dumont, était en vacances, j'ai été sollicité afin de signer en son nom les documents relatifs aux dossiers de Maria et des Îles-de-la-Madeleine ;
25. J'ai donc ressorti le dossier de Gaspé afin de me référer à la façon dont il avait été traité par l'ingénieur Dumont trois semaines plus tôt et je me suis conformé à la décision prise par mon collègue dans ce dossier ;
26. Ainsi, à titre d'ingénieur chef d'équipe nouvellement nommé en juin 2008, et en remplacement de mon collègue responsable de ce dossier, j'ai signé les *Fiches de conformité normative et d'appréciation technique* à la place de l'ingénieur Dumont, parce que lui-même les aurait signées ;
27. Elles ont d'ailleurs été signées par le chargé de projet, l'ingénieur Simon Bélanger ;
28. Toutefois, je n'ai pas signé pour lui les *Fiches synthèse* parce que lui-même aurait refusé de les signer, tout comme le chargé de projet l'a fait ;
29. Les actes que j'ai posés dans le cadre de la gestion de ces deux dossiers l'ont été conformément aux processus administratifs en place et en tout respect des autorités auxquelles j'étais assujetti (directeur, directeur général, sous-ministre-adjoint et sous-ministre) ;
30. Les seules et uniques fois où j'ai signé des documents au nom de l'ingénieur Yvan Dumont, je l'ai fait en raison de son absence et non de son refus de signer un document et les documents que j'ai signés ont toujours été des documents que lui-même aurait signés, s'il avait été présent ;
31. Par ailleurs, à ces mêmes dates, à la demande de mon supérieur hiérarchique, monsieur Jacques A. Tremblay, j'ai signé pour monsieur Jean-Pierre Beaumont, en son absence et conformément à la politique de délégation de signature, les documents relatifs aux dossiers de Maria et des Îles-de-la-Madeleine ;
32. Les documents relatifs à ces deux dossiers, que j'ai signés pour monsieur Beaumont, sont des documents administratifs qu'il aurait lui-même signés s'il avait été présent ;
33. La signature de ces documents faisait suite à la décision prise par les autorités du ministère, dont je ne faisais pas partie, de ne pas mettre les projets en attente jusqu'à la décision du Conseil du Trésor ;

34. Encore une fois, je me suis référé au dossier de Gaspé et j'ai agi, en remplacement de monsieur Beaumont, conformément à la façon dont il avait lui-même agi en signant, le 23 juillet 2008, les documents relatifs à ce dossier ;

ET J'AI SIGNÉ à Québec, ce 1^{er} mai 2015 :

[REDACTED]

KARIM SENHAJI

Déclaré solennellement devant moi
à Québec, ce 1^{er} mai 2015

[REDACTED]

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION

